

# Les sciences sociales par temps de terreur

Gérôme Truc

Version française de la conclusion de Florence Faucher et Gérôme Truc (ed.), *Facing Terrorism in France: Lessons from the 2015 Paris attacks*, Palgrave, 2022 :  
<https://link.springer.com/book/10.1007/978-3-030-94163-5>

Les attentats sont des moments d'emballlement de la vie sociale. Ils ne sont propices ni à la réflexion ni à la prise de recul. Ils attisent au contraire les peurs et échauffent les esprits. Chacun se voit sommer de choisir son camp, de dire s'il est avec ou contre les terroristes, sans place pour la moindre nuance – les débats en France autour du slogan « Je suis Charlie » en janvier 2015 l'ont bien illustré<sup>1</sup>. Les sciences sociales, en de telles circonstances, sont les plus souvent jugées inutiles et vaines, quand ce n'est pas suspectes. A quoi peuvent bien servir en effet des sociologues ou anthropologues en temps de terreur ? Nous n'avons que faire alors de leurs analyses et autres verbiages ; le temps est à la riposte et à l'action, il faut faire face à l'ennemi qui nous attaque. C'est ce qu'on a pu entendre aux États-Unis après le 11-Septembre<sup>2</sup>, et de nouveau en France ces dernières années, lorsqu'après les attentats du 13 novembre 2015, Manuel Valls, alors Premier ministre, fustigea ceux cherchant de prétendues « excuses sociologiques » aux terroristes, ou plus récemment quand, après l'assassinat par un islamiste d'un professeur d'histoire-géographie, Samuel Paty, le ministre de l'éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, s'en prit ouvertement aux universitaires « islamo-gauchistes » selon lui coupables de « complicité intellectuelle » avec les terroristes.

Ces moments d'emballlement sont particulièrement éprouvants et dangereux pour les sociétés qui y sont confrontés. A fortiori lorsqu'ils se reproduisent à intervalles rapprochés, comme c'est le cas en France depuis 2015. Leur répétition finit nous fait ressembler aux pêcheurs qu'Edgar Allan Poe décrit dans sa nouvelle « Une descente dans le maelström » : dominés par nos affects, incapables du moindre recul, nous n'en finissons pas de fixer le cœur du tourbillon. Dans une conférence inspirée par cette nouvelle, le sociologue allemand Norbert faisait remarquer au début des années 1980 que les hommes ont encore à accomplir dans le domaine social et politique ce qu'ils ont su réaliser vis-à-vis de la nature<sup>3</sup>. Pendant des siècles, celle-ci nous a inspiré terreur et fascination ; incapables de prendre de la distance vis-à-vis d'elle, nous ne parvenions pas à en maîtriser les dangers, telles que les tempêtes ou tremblements de terre, ce qui, en retour, ne faisait que renforcer peur et croyances, jusqu'à ce que le développement du savoir scientifique nous aide à la considérer de manière posée et rationnelle. C'est ce qui nous reste encore en large partie à faire pour les phénomènes sociaux, et en particulier pour un phénomène tel que le terrorisme. Et pour cela, donc, c'est de plus de sciences sociales que nous avons besoin, et non pas de moins !

En tant qu'elles nous permettent de comprendre ce qui nous arrive, individuellement et collectivement, lorsque nous en sommes proie à un attentat, de prendre du recul sur les processus sociaux que cette attaque met en branle, elles constituent en effet une bouée de sauvetage indispensable par temps de terreur. Filles des Lumières, les sciences sociales sont là pour nous aider à raison garder, à réagir avec discernement à l'agression et éviter ainsi de tomber dans le piège des terroristes, qui cherchent à affaiblir la société qu'ils frappent en y semant la discorde et la panique. Elles sont, autrement dit, un facteur essentiel de ce qu'il est désormais convenu d'appeler notre capacité de « résilience » face au terrorisme. Chacun à sa manière, les chapitres qui précèdent l'ont illustré, en remettant en cause un certain nombre d'idées reçues qui contribuent ordinairement à alimenter le maelstrom. Au terme de ce livre, je voudrais parachever la démonstration en deux temps,

---

<sup>1</sup> Gavan Titley, Des Freedman, Gholam Khiabany, and Aurélien Mondon (eds.), *After Charlie Hebdo: Terror, Racism and Free Speech*, London, UK: Zed Books, 2017.

<sup>2</sup> Voir par exemple CUMINGS Bruce, « Black September, infantile nihilism, and national security », in C. Calhoun, P. Price, et A. Timmer (dir.), *Understanding September 11*, New York, New Press, 2002, p. 198-211.

<sup>3</sup> Norbert Elias, « Les pêcheurs dans le maelström », *Engagement et distanciation : contributions à la sociologie de la connaissance*, Paris, Pocket, 1995, p. 69-174.

en montrant en quoi les sciences sociales aident à saisir les ressorts de deux fausses polémiques qui ont agité la France à la suite d'attentats ces dernières années : celle, précisément, sur les prétendues « excuses sociologiques » après les attentats du 13-Novembre, et celle sur le burkini, à l'été 2016, dans l'après-coup de l'attentat de Nice.

### **Les « excuses sociologiques » : une controverse post-attentats emblématique**

Deux semaines après les attentats du 13 novembre 2015, Manuel Valls, alors Premier ministre de la République française, déclarait donc au Sénat : « J'en ai assez de ceux qui cherchent en permanence des excuses ou des explications culturelles ou sociologiques à ce qui s'est passé. » Un peu plus d'un mois plus tard, à l'occasion d'une cérémonie marquant le premier anniversaire des attentats de janvier 2015, il avait de nouveau ces mots : « Il ne peut y avoir aucune explication qui vaille. Car expliquer, c'est déjà vouloir un peu excuser ». S'ensuivit une controverse publique autour des « excuses sociologiques » et de la légitimité de l'analyse sociologique en matière de terrorisme, si ce n'est de toute analyse sociologique en général. Celle-ci fut alimentée par la publication à la même période d'un essai de Bernard Lahire, *Pour la sociologie*, sous-titré « Et pour en finir avec une prétendue "culture de l'excuse" »<sup>4</sup>, qui, contrairement à ce que l'on pourrait rétrospectivement croire, n'était toutefois pas une réponse à M. Valls (il n'y est mentionné qu'une seule fois, et pour tout autre chose), mais au journaliste Philippe Val (la proximité des deux noms pouvant, certes, prêter à confusion). L'ancien directeur de la rédaction du journal *Charlie Hebdo* puis directeur de la chaîne de radio France Inter avait en effet publié quelques mois auparavant *Malaise dans l'inculture*, un essai où la France était déjà dépeinte comme atteinte d'une funeste maladie déresponsabilisant les individus, nommée « sociologisme »<sup>5</sup>.

Si une telle controverse n'est en soi pas nouvelle (on pourrait dire qu'elle est aussi vieille que la sociologie...), le contexte dans lequel elle fut réactivée fin 2015-début 2016 est en revanche très singulier, inédit même. Jamais la France n'avait jusqu'alors connu pareille succession de deux séries d'attentats majeurs en l'espace de dix mois, avec un télescopage entre les commémorations des premiers, ceux de janvier 2015, d'emblée vécus comme « historiques » du fait de l'ampleur de la réaction qu'ils suscitèrent dans le pays<sup>6</sup>, et la survenue des seconds, ceux du 13 novembre 2015, les plus meurtriers que la France ait connu depuis la guerre d'Algérie et à ce titre profondément traumatiques<sup>7</sup>. Les dates, comme les mots, comptent : la deuxième déclaration de Manuel Valls, celle qui déclenchera à proprement parler la polémique, survient à l'occasion du premier anniversaire de l'attentat de l'Hyper Cacher de la porte de Vincennes, le 9 janvier 2016, soit moins de deux mois après les attentats du 13 novembre 2015. La société française se trouve alors encore dans ce moment particulier des périodes post-attentats que le sociologue Randall Collins qualifie de « zone d'hystérie ». S'appuyant sur une série d'observations réalisées aux États-Unis suite aux attentats du 11-Septembre, il a en effet montré qu'une société confrontée à une attaque terroriste majeure passe par quatre phases successives : d'abord quelques jours de « choc » pur et simple, où se multiplient avec un certain désordre les réactions individuelles, puis une à deux semaines où émerge et se stabilise autour de quelques symboles un registre de démonstration publique de la solidarité avec les victimes (le drapeau américain après le 11-Septembre, le slogan « Je suis Charlie » après l'attentat de *Charlie Hebdo*, etc.), suivi de deux à trois mois d'un « plateau » où l'effet fédérateur autour de ces symboles se trouve à son plus haut niveau – qui correspond à la « zone d'hystérie » – puis, enfin, d'un progressif retour à la normale, prenant de six à neuf mois<sup>8</sup>.

---

<sup>4</sup> Bernard Lahire, *Pour la sociologie. Et pour en finir avec une prétendue « culture de l'excuse »*, Paris, La Découverte, 2016.

<sup>5</sup> Philippe Val, *Malaise dans l'inculture*, Paris, Grasset, 2015.

<sup>6</sup> Pascal Ory, *Ce que dit Charlie : treize leçons d'histoire*, Paris, Gallimard, 2016 ; Patrick Boucheron et Mathieu Riboulet, *Prendre dates : Paris, 6 janvier – 14 janvier 2015*, Paris, Verdier, 2015.

<sup>7</sup> Sandra Hoibian, Lucie Brice Mansencal, Charlotte Millot, Gêrôme Truc, Francis Eustache et Denis Peschanski : « L'empreinte des attentats du 13 novembre 2015 sur la société française », *Bulletin épidémiologique hebdomadaire*, n°38-39, 2018, pp. 772-781.

<sup>8</sup> Randall Collins, « Rituals of solidarity and security in the wake of terrorist attack », *Sociological Theory*, vol. 22, n°1, 2004, pp. 53-87.

La « zone d'hystérie », dans laquelle on entre à partir de la deuxième semaine après l'attentat et où l'on peut donc rester jusqu'à trois mois<sup>9</sup>, est une période où les individus sont à fleur de peau et la vie sociale comme en surrégime. La cohésion sociale et le patriotisme y sont plus affirmés qu'à l'accoutumée (davantage de personnes arborent un drapeau à leur fenêtre ou sur le perron de leur maison par exemple), mais les tensions sociales également plus exacerbées : ce sont les deux faces d'une même médaille. On s'y trouve sommé de prendre position, qui ne se dit pas explicitement solidaire des victimes ayant tôt fait de se voir accusé de sympathie pour les terroristes. Il s'agit donc aussi d'un moment d'agitation, d'effervescence et de vulnérabilité du corps social, propice à de nouvelles attaques du fait d'individus isolés que les événements inspirent (ainsi des lettres contenant de l'anthrax aux États-Unis après le 11-Septembre, de l'individu ayant agressé au couteau des militaires en faction devant un centre communautaire juif à Nice après les attentats de janvier 2015 ou encore, après les attentats du 13-Novembre, du jeune homme ayant foncé en voiture sur une patrouille sentinelle à Valence le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et du « faux-attentat » du commissariat du 18<sup>ème</sup> arrondissement de Paris six jours plus tard). On y observe aussi des paniques infondées (tel le mouvement de foule ayant fait plusieurs blessés à Juan les Pins, près de Nice, un mois après l'attentat du 14 juillet 2016, suite à un bruit interprété par plusieurs personnes comme celui d'une fusillade), et d'innombrables fausses alertes : le nombre de colis suspects à traiter dans les transports en commun de la région parisienne fut par exemple multiplié par deux après les attentats de janvier 2015 et par quatre après ceux du 13-Novembre<sup>10</sup>.

Lorsqu'elles font suite à un attentat islamiste, ces zones d'hystérie se caractérisent enfin par une recrudescence des actes à caractère raciste et islamophobe en guise de « représailles ». Quelle que soit la manière dont on les comptabilise, ces actes ont nettement augmenté en France suite aux attentats de 2015<sup>11</sup>. Le Collectif contre l'islamophobie en France estima en effet que du 1<sup>er</sup> janvier au 18 juin 2015 les agressions physiques à l'encontre de musulmans (ayant entraîné 8 jours au moins d'incapacité totale de travail) et les agressions verbales avaient progressé respectivement de 500 % et 100 %<sup>12</sup>, tandis que la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme mesura pour sa part une augmentation de 200 % des actes anti-musulmans sur l'ensemble de l'année<sup>13</sup>. Mais le phénomène, toujours, reste ponctuel. Alors que certains, en France, l'accusent de « gonfler » les chiffres pour servir sa cause, le Collectif contre l'islamophobie en France considère que les actes islamophobes sont désormais revenus à leur niveau de 2012, après avoir fortement baissé dès 2016<sup>14</sup>, de même que, entre autres exemples, la recrudescence de ces actes constatée au Royaume-Uni suite aux attentats du 7 juillet 2005 à Londres s'était très rapidement résorbée<sup>15</sup>. Tout cela n'a donc qu'un temps. Mais laisse des traces dans les sociétés concernées. Et peut aussi dégénérer, *a fortiori* quand des périodes de ce type se répètent à intervalles trop rapprochés. Les « zones d'hystérie », fait remarquer Randall Collins, risquent toujours de donner lieu à des déchainements de violence<sup>16</sup> – telle les scènes observées à Ajaccio un peu plus d'un mois après les attentats du 13-Novembre lors du saccage d'une salle de prière musulmane au cri de « Il faut les tuer »<sup>17</sup>. De fait,

---

<sup>9</sup> Dans le cas d'une attaque isolée, comme le 11-Septembre. Il est probable que ce délai de retour à la normale soit plus long après une série d'attentats.

<sup>10</sup> Source : RATP. Voir aussi ce sujet, après les attentats de Nice et Saint-Etienne-du-Rouvray, Richard Schittly, « Dans le contexte terroriste, plus d'incidents et de fausses alertes », *Le Monde*, 9 août 2016 : [https://www.lemonde.fr/police-justice/article/2016/08/09/le-contexte-terroriste-suscite-de-droles-de-passages-a-l-acte\\_4980086\\_1653578.html](https://www.lemonde.fr/police-justice/article/2016/08/09/le-contexte-terroriste-suscite-de-droles-de-passages-a-l-acte_4980086_1653578.html)

<sup>11</sup> Sur les problèmes que pose en France le recensement des actes islamophobes, au même titre que celui des actes antisémites, voir Maxime Vaudano, « Actes antisémites et islamophobes : un décompte délicat à établir », *Le Monde*, 12 février 2019 : [https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2019/02/12/actes-antisemites-et-islamophobes-un-decompte-hazardeux\\_5422565\\_4355770.html](https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2019/02/12/actes-antisemites-et-islamophobes-un-decompte-hazardeux_5422565_4355770.html)

<sup>12</sup> Collectif contre l'islamophobie en France, *Rapport sur l'islamophobie en France six mois après les attentats de janvier 2015*, Saint-Ouen, 2015, p. 14.

<sup>13</sup> « Racisme : l'inquiétante augmentation des actes anti-islam », *Le Parisien*, 30 décembre 2015 :

<http://www.leparisien.fr/faits-divers/racisme-l-inquietante-augmentation-des-actes-anti-islam-30-12-2015-5409853.php>.

<sup>14</sup> Collectif contre l'islamophobie en France, *Rapport sur l'islamophobie pendant l'année 2017 : dates, chiffres et questions*, Saint-Ouen, 2018, p. 16.

<sup>15</sup> Europe Monitoring Center on Racism and Xenophobia, *The Impact of 7 July 2005 London Bomb Attacks on Muslim Communities on the EU*, novembre 2005 : [https://fra.europa.eu/sites/default/files/fra\\_uploads/197-london-bomb-attacks\\_en.pdf](https://fra.europa.eu/sites/default/files/fra_uploads/197-london-bomb-attacks_en.pdf)

<sup>16</sup> R. Collins, « Rituals of solidarity... » *op. cit.* pp. 84-86.

<sup>17</sup> Aude Loriaux, « "Il faut les tuer !" : à Ajaccio, les slogans anti-musulmans atteignent des sommets de haine », *Slate*, 26 décembre 2015 : <http://www.slate.fr/story/111947/ajaccio-les-slogans-anti-musulmans-atteignent-des-sommets-de-haine>

lorsque nous traversons de telles périodes, nous sommes littéralement au milieu du maelström, toujours menacés d'être collectivement emportés par le tourbillon...

C'est à cette situation d'effervescence sociale d'une nature bien particulière qu'il faut prendre soin de rapporter la controverse sur les « excuses sociologiques ». La première déclaration de M. Valls survient au tout début de la zone d'hystérie post-attentats du 13-Novembre, et la seconde en plein milieu. L'une comme l'autre en traduisent bien l'esprit : le temps n'est alors pas aux analyses scientifiques, aux débats contradictoires sur les causes du terrorisme, ni aux arguties sociologiques, mais à l'action. Il faut agir et réagir : traquer et arrêter les coupables, rétablir l'ordre et la sécurité, manifester le deuil de la nation, etc. C'est bien pourquoi le Premier ministre déclare en première intention en « avoir assez » de ceux qui cherchent « en permanence » des excuses ou des explications... Il exprime alors ce qui s'apparente à une *juste colère* – mais une colère quand même, l'émotion prime alors sur la raison<sup>18</sup> – face à un discours scientifique qui lui apparaît inconvenant non pas tant en général qu'en ce moment particulier de la vie sociale où il devrait, selon lui, s'éclipser. Un an et demi plus tard, « à froid », c'est bien ainsi qu'il justifiera ses propos dans une interview à *Libération*, tout en regrettant leur formulation : « Bien sûr j'ai eu tort de dire qu'il ne fallait pas chercher la cause, il faut la chercher. *Mais avant*, il faut condamner<sup>19</sup>. » Même si M. Valls reconnaît donc lui-même *a posteriori* avoir eu tort de formuler les choses de cette manière, il reste que, au moment il les formule, ses déclarations ne relèvent pas du dérapage ponctuel, mais bien de la *logique de la situation* post-attentats dans laquelle il se trouve pris. S'il avait à l'époque regretté sa sortie initiale sur les « excuses sociologiques », il aurait très bien pu y revenir pour nuancer ses propos à l'occasion des cérémonies commémoratives des attentats de janvier 2015. Au lieu de cela, il enfonça le clou, en clamant lors de l'hommage aux victimes de l'Hyper Kacher qu'« il ne peut y avoir aucune explication qui vaille » – ce qui, au regard de la première déclaration, s'apparente à une montée en généralité. Il semble ainsi s'être laissé emporter dans le maelström, plutôt qu'il n'aurait montré l'exemple en faisant preuve de sang froid et de recul sur la situation.

À l'inverse, avec du recul justement, on peut aujourd'hui interroger l'opposition binaire qui sous-tend la position de M. Valls, opposition qu'il explicite lorsqu'il en vient à regretter la façon dont il s'est initialement exprimé, entre action (politique) et analyse (sociologique) ou, pour reprendre ses termes, entre condamnation de l'action terroriste et recherche de ses causes. Pourquoi faudrait-il, au fond, que l'une chasse l'autre ? Pourquoi la compréhension des causes d'un attentat ne pourrait-elle pas au contraire éclairer la réponse politique à cet attentat ? Ne pourrait-on pas penser que la condamnation d'une action terroriste porte d'autant plus qu'elle se fait avec discernement, sans verser dans l'antisociologisme et, par conséquent, l'obscurantisme ? Il existe aujourd'hui en sciences sociales tout un savoir constitué non seulement sur les causes des actes terroristes, mais aussi sur leurs effets et leur impact sur les sociétés qui y sont confrontées<sup>20</sup> – un savoir très directement utile pour comprendre ce qui nous arrive collectivement dans de telles circonstances et qui peut nous aider à y faire face plus intelligemment.

### **L'affaire du Burkini : un cas typique de « panique morale »**

Quoiqu'on puisse en dire, les chercheurs en sciences sociales n'ont pas pour seule alternative en effet, lorsque survient un attentat, d'attendre en silence dans leur bureau que les choses se passent ou de se

---

<sup>18</sup> Sur la place des émotions dans les discours post-attentats, voir Gérôme Truc, Christian Le Bart et Émilie Née, « L'attentat comme objet de discours : problématique et enjeux », *Mots. Les langages du politique*, n° 118, 2018, pp. 9-18. Et plus particulièrement sur la tension entre émotion et raison dans le cas de discours politiques, en l'occurrence ceux du président François Hollande après les attentats de 2015 et 2016, voir dans le même numéro de *Mots* : Laurie Boussaguet et Florence Faucher, « La construction des discours présidentiels post-attentats à l'épreuve du temps », *Mots. Les langages du politique*, n°118, 2018, pp. 95-115.

<sup>19</sup> « Manuel Valls par Christine Angot : "Je ne suis pas romantique" », *Libération*, 26 juin 2017 : [https://www.liberation.fr/politiques/2017/06/26/manuel-valls-par-christine-angot-je-ne-suis-pas-romantique\\_1579641](https://www.liberation.fr/politiques/2017/06/26/manuel-valls-par-christine-angot-je-ne-suis-pas-romantique_1579641). Je souligne.

<sup>20</sup> Pour une synthèse récente de l'état des savoirs sur ce dernier point, voir Truc, Gérôme, "What terror attacks do to societies: Fieldwork and case studies", *Ethnologie française*, vol. 173, n°1, 2019, pp. 5-19. Voir aussi Seymour Spilerman et Guy Stecklov, « Societal Responses to Terrorist Attacks », *Annual Review of Sociology*, vol. 35, 2009, pp. 167-189.

résoudre à changer de métier – pour s’engager dans la police, l’armée ou le renseignement. Ils peuvent aussi continuer à faire leur travail, et à la faire utilement. Ce livre lui-même en atteste. Si, comme on vient de le voir, Randall Collins a pu préciser les différentes phases que traverse une société en proie à une attaque terroriste, c’est qu’à peine quatre jours après les attentats du 11-Septembre, il se mit à collecter les données et à multiplier les observations afin d’objectiver le processus alors à l’œuvre dans la société américaine<sup>21</sup>. De même après les attentats du 13-Novembre, Sarah Gensburger, sociologue au CNRS habitant à proximité du Bataclan et des principaux sites attaqués, décida-t-elle très rapidement de mener une enquête au jour le jour dans son quartier pour à la fois mettre en perspective son propre ressenti – dans un geste très éliasien de distanciation vis-à-vis du maelström post-attentats – et étudier les effets de l’attaque terroriste à une échelle locale, trop rarement prise en considération<sup>22</sup>.

Que l’on puisse ainsi, quasi immédiatement après l’attaque et alors que l’on compte encore les morts, s’engager dans un travail de recherche peut à l’évidence choquer, y compris d’autres chercheurs en sciences sociales<sup>23</sup>. Car le fait est que face à une attaque terroriste, les chercheurs eux-mêmes, réagissent d’abord de manière viscérale et épidermique, comme tout un chacun : en tant que citoyen et membre de la société frappée, eux aussi peuvent être sidérés, concernés, bouleversés, etc. Le sociologue français Stéphane Beaud en témoigne dans *La France des Belhoumi*, à propos de l’attentat contre la rédaction de *Charlie Hebdo* : « Je n’hésite pas à avouer que j’ai été moi-même “pris” par l’événement et que j’ai ressenti moi aussi un énorme choc, une très grande tristesse [...]. Bref, il m’a fallu un certain temps pour me “ressaisir”, revenir à mon métier de sociologue, m’efforcer de raccrocher la “grande Histoire” (les attentats) et la “petite histoire” (celle de la famille Belhoumi), le macro et le micro, etc. C’est-à-dire enquêter à nouveau auprès des membres de la fratrie<sup>24</sup>. » Pour se « ressaisir » et « revenir à son métier », le sociologue doit donc prendre du recul sur ses émotions et sur son propre rapport à l’événement. Mais si lui ne le fait pas, qui d’autre le fera ? Il dispose en effet pour cela de savoirs (connaissances accumulées, théories, concepts) mais aussi de savoir-faire (méthodes d’enquête et « ficelles » du métier, ainsi que les appelle Howard Becker<sup>25</sup>) spécifiques qui, plus que jamais en situations post-attentats, méritent d’être mis au service du collectif pour prévenir les dangers dont recèlent ces situations. Je voudrais, pour finir, en donner un autre exemple avec l’affaire dite du « Burkini », qui a agité la France au cours de la zone d’hystérie post-attentat de Nice, à l’été 2016.

Au milieu du mois d’août 2016, un mois tout juste après l’attentat de Nice (et deux semaines après l’égorgement du père Jacques Hamel à Saint-Etienne-du-Rouvray), plusieurs municipalités françaises prirent une série d’arrêtés interdisant le port du burkini sur leurs plages, arguant du risque de troubles à l’ordre public qu’aurait représenté cet habit de bain. La première d’entre elles fut la ville de Cannes, le 11 août, rapidement suivie en l’espace d’une semaine par la quasi-totalité des communes des Alpes-Maritimes disposant de plages (à l’exception de la ville d’Antibes) et d’une poignée d’autres à travers la France. La rixe qui fit cinq blessés le 13 août à Sisco, en Corse, entre une famille maghrébine originaire de Bastia ayant « privatisé » une partie de la plage et des jeunes du village, eut l’effet d’un catalyseur. Aussitôt des rumeurs se mirent à circuler sur les réseaux sociaux et dans les médias : les femmes maghrébines auraient porté des burkinis et les hommes auraient crié « Allah Akbar ! ». L’enquête de police permit rapidement d’établir qu’il n’en était rien, mais il n’empêche : plusieurs maires de communes littorales y virent la confirmation que le burkini représentait bel et bien un danger justifiant leurs arrêtés. Finalement, le 26 août 2016 le Conseil d’État rendit une ordonnance qui invalida l’arrêté pris à Villeneuve-Loubet – établissant du même coup une jurisprudence pour les arrêtés municipaux similaires – au motif qu’aucun fait de nature à établir un lien entre le port du burkini et un trouble de l’ordre public n’avait été constaté dans cette commune.

---

<sup>21</sup> R. Collins, « Rituals of solidarity... », *op. cit.*

<sup>22</sup> Sarah Gensburger, *Memory on my doorstep : Chronicles of the Bataclan Neighborhood, Paris, 2015-2016*, Louvain, Leuven University Press, 2019.

<sup>23</sup> Ainsi l’un des évaluateurs d’un projet de recherche par questionnaire sur les réactions aux attentats auquel je participe actuellement a-t-il pu juger « indécent » que l’on puisse envisager qu’un module « flash » de ce questionnaire, administré en ligne auprès d’un échantillon de la population française, soit activé en cas de survenue d’un nouvel attentat en France pendant la réalisation de l’enquête. L’idée de ce module fut, par conséquent, abandonnée.

<sup>24</sup> Stéphane Beaud, *La France des Belhoumi : portraits de famille (1977-2017)*, Paris, La Découverte, 2018, pp. 269-270.

<sup>25</sup> Howard S. Becker, *Les ficelles du métier : comment conduire sa recherche en sciences sociales*, Paris, La Découverte, 2002.

Mais dans l'intervalle, cette vague d'arrêtés avait été amplement médiatisée et débattue, y compris à l'étranger, suscitant des prises de position jusqu'au sommet de l'État, en la personne de... Manuel Valls, qui prit à plusieurs reprises en tant que Premier ministre la défense des maires ayant interdit le burkini sur leurs plages<sup>26</sup>.

À peine l'affaire est-elle en train de se clore que le sociologue Michel Wieviorka publie un article où il l'analyse comme un cas typique de « panique morale » en contexte post-attentats<sup>27</sup>. Il a, de tout évidence, raison. Le concept de « panique morale », désormais classique en sociologie, a été forgé par Stanley Cohen au début des années 1970 pour rendre compte des réactions disproportionnées que peuvent déclencher certains faits ou événements amplifiés et dramatisés par les médias, et de ce fait perçus par un certain nombre de personnes comme une menace pour la société<sup>28</sup>. On en retrouve ici toutes les caractéristiques, en particulier le rôle dans ce processus d'« entrepreneurs de morale »<sup>29</sup>, qui se saisissent de faits en soi mineurs – ici le port du burkini –, pour convaincre le public et le pouvoir institutionnel d'agir contre la menace qu'ils représenteraient – ici des élus de droite et d'extrême-droite et les partisans d'une République « intransigeante » face à l'Islam, tels Manuel Valls –, et le rôle des médias qui, par leur traitement sensationnaliste de la rixe de Cisco, ont amplifié le mouvement de panique morale. L'analyse fut par la suite complétée et approfondie par Jean-Claude Kaufmann dans un petit livre, *Burkini, autopsie d'un fait divers*, paru au printemps 2017<sup>30</sup>. Il y montre que si la panique morale suscitée par le burkini a pris une telle ampleur, c'est aussi en raison d'une combinaison particulière de facteurs structurels et conjoncturels. Il la resitue à la fois par rapport à l'évolution sur le temps long des normes de comportements et du rapport aux corps des femmes sur les plages françaises, sujet dont il est spécialiste<sup>31</sup>, et par rapport à une série d'affaires précédentes lui ayant préparé le terrain – l'affaire du « maillot de bain de Reims » en août 2015, celle de la « jupe de Gennevilliers » en avril 2016, et celle du « short de Toulon » en juin 2016 – où, à chaque fois, l'agression d'une femme sur la voie publique en lien avec sa tenue vestimentaire donne lieu à une tempête médiatique dénonçant une « nouvelle police de mœurs » ou une « terreur vestimentaire » qu'exerceraient en France les islamistes, avant que l'enquête judiciaire n'établisse rapidement que l'agression n'avait en fait aucun motif religieux. *Last but not least*, J.-C. Kaufmann souligne enfin le poids du climat social post-attentat de Nice, propice à des réactions « hystériques » au sein de la population et à un « aveuglement collectif » ayant « conduit à promulguer des interdictions là où elles n'auraient jamais dû l'être »<sup>32</sup>. « Dans l'élan émotionnel, remarque-t-il, les processus à l'œuvre ne [sont] pas identifiés »<sup>33</sup>. De fait, la société française semble alors totalement piégée dans le maelström, s'y laissant emporter jusqu'à être prise de panique (morale).

L'analyse sociologique, comme on le voit, offre le recul que beaucoup, en France, n'eurent pas sur l'instant. Sans nier la portée de l'affaire, elle permet de décrypter après coup les mécanismes dont elle procède. Ici comme ailleurs, elle livre des explications qui ne sont pas pour autant des excuses à l'erreur commise par les élus et responsables politiques qui ont, par leurs arrêtés anti-burkini, outrepassé le droit, ou, par leur soutien à ces arrêtés, alimenté la panique morale, alors qu'on attendrait d'eux en de telles circonstances qu'ils sachent raison garder et montrer l'exemple. Le souci est toutefois que l'analyse sociologique, comme on le voit aussi dans le cas présent, arrive généralement après coup, une fois que le mal est fait, en somme. Et que cette analyse reçoit peu d'échos : qui en France connaît ces textes de M. Wieviorka et de J.-C. Kaufmann, si ce n'est des sociologues de profession, des enseignants du secondaire, des étudiants en sociologie ou des « amateurs » de sciences sociales ?

---

<sup>26</sup> Voir Jean-Claude Kaufmann, *Burkini, autopsie d'un fait divers*, Paris, Les liens qui libèrent, 2017, pp. 9-28 et pp. 73-77.

<sup>27</sup> Michel Wieviorka, « Panique morale autour du "burkini" », *The Conversation*, 26 août 2016 :

<https://theconversation.com/panique-morale-autour-du-burkini-64410>

<sup>28</sup> Stanley Cohen, *Folk Devils and Moral Panics: the Creation of the mods and rockers*, London, MacGibbon and Kee Ltd, 1972. Le concept a depuis été précisé et décliné sur une grande variété de cas d'étude : voir Erich Goode et Nachman Ben-Yehuda, *Moral Panics: The Social Construction of Deviance*, Oxford, Blackwell, 2009 (1994) et Vivienne E. Cree, Gary Clapton et Mark Smith (ed.), *Revisiting Moral Panics*, Bristol, Policy Press, 2016.

<sup>29</sup> Howard S. Becker, *Outsiders : étude de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 1985.

<sup>30</sup> J.-C. Kaufmann, *Burkini*, op. cit.

<sup>31</sup> Jean-Claude Kaufmann, *Corps de femmes, regards d'hommes : sociologie des seins nus*, Paris, Nathan, 1995.

<sup>32</sup> J.-C. Kaufmann, *Burkini*, op. cit., p. 44.

<sup>33</sup> *Idem*, p. 68.

*In fine*, la question que posent l'affaire du burkini comme la controverse sur les « excuses sociologiques » est donc aussi celle de la diffusion au sein de nos sociétés d'une culture populaire en sciences sociales à même de servir de garde-fou dans les situations post-attentats (et dans d'autres circonstances socialement périlleuses du même type), en ce sens qu'elle nous permettrait d'y réagir immédiatement, dans l'instant même où nous y sommes confrontés, avec plus de recul et d'intelligence.

### **Pour une culture populaire en sciences sociales**

De même que le savoir météorologique permet aux navigateurs d'éviter ou d'affronter au mieux les tempêtes, les savoirs issus des sciences sociales devraient nous aider à traverser le plus sereinement possible les situations post-attentats, et à être en cela plus « résilients » face aux attaques terroristes. C'est le propos même de ce livre que d'en faire la démonstration. On a vu encore ici comment ces savoirs permettent d'objectiver les phénomènes d'hystérisation de la vie sociale, d'emballement émotionnel et de panique morale auxquels nous exposent ces situations, y compris lorsque cette science s'y trouve elle-même prise à partie, comme dans le cas de la controverse sur les « excuses sociologiques ». Mais pour que les sciences sociales puissent nous aider à la pleine mesure de leurs moyens à faire face plus intelligemment, et donc plus efficacement, aux attaques terroristes, encore faut-il que les savoirs qui en sont issus soient un minimum diffusés au sein de la société, et non pas réservés à une communauté de savants.

Or, le fait même qu'une controverse sur les « excuses sociologiques » ait pu naître en France des propos d'un Premier ministre démontre qu'une culture populaire en sciences sociales fait à ce jour encore défaut dans ce pays. Elle fait défaut d'abord aux élites, car la sociologie est très largement absente de leur cursus de formation : elle n'est enseignée que très marginalement dans la plupart des Grandes Écoles françaises, de Polytechnique à l'ENA en passant par HEC, si bien qu'il est tout à fait possible en France de devenir un haut fonctionnaire ou un grand dirigeant d'entreprise sans en rien connaître, ou si peu. Elle fait défaut ensuite, également, à la plupart des citoyens français car elle n'est enseignée qu'à partir du lycée, uniquement en voie générale, et là encore sous la forme d'une matière optionnelle, les « Sciences économiques et sociales », dont la place et l'intérêt n'ont de cesse d'être contestés, de réforme en réforme, alors qu'il conviendrait, ne serait-ce que pour les raisons exposées ici, de la renforcer et de la généraliser. On pourrait même imaginer aller plus loin, en initiant les enfants aux sciences sociales dès l'école primaire, ainsi que le propose depuis longtemps le sociologue Bernard Lahire<sup>34</sup>. Il n'est pas improbable que des enfants qui auraient appris à considérer les phénomènes collectifs de manière objective et à prendre du recul tant sur eux, leurs goûts, leurs opinions et leurs valeurs, que leur environnement social immédiat seraient moins enclins que nous ne le sommes pour l'heure à se laisser piéger par les paniques morales et autres périls post-attentats. Manuel Valls, lui, n'aurait sans doute pas commis sa sortie sur les « excuses sociologiques » s'il avait acquis ne serait-ce que qu'un minimum de culture en sciences sociales à un moment donné dans sa jeunesse<sup>35</sup>. À défaut, la prochaine fois que les sciences sociales seront ainsi attaquées – car il y aura assurément une prochaine fois –, on aimerait pouvoir dire qu'un enfant de six ans ne s'y laisserait pas prendre...

---

<sup>34</sup> Bernard Lahire, « Une utopie réaliste : enseigner les sciences du monde social dès l'école primaire », *L'Esprit sociologique*, Paris, La Découverte, 2005, pp. 388-402.

<sup>35</sup> Ce en quoi il se différencie nettement de quelqu'un comme Barack Obama : voir James T. Kloppenberg, *Reading Obama : Dreams, Hope, and the American Political Tradition*, Princeton University Press, 2010.